

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 74.
N° 5.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO MATI 1925.

ABONNEMENTS

	EN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.
France, Colonies et Union postale.	26 fr.	14 fr.	8 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
Les mêmes, renouvelés : la ligne.....	0 50

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1925	Pages
ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
3 janvier..... Loi relative à l'amnistie.....	81
ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
13 février..... Décision nommant une Commission à l'effet d'établir le plan de campagne de travaux extraordinaires à exécuter pour l'assainissement de la Ville de Papeete.....	85
19 février..... Arrêté autorisant la création et le fonctionnement du "Cercle de Commerce Chinois" dans la Ville de Papeete.....	86
19 février..... Arrêté accordant un délai à M. Lucien, Pascal, Sigogne, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île Rapa.....	
Extraits.....	86
Errata au Journal officiel de la Colonie du 16 février 1925.....	87

AVIS OFFICIELS

Avis au sujet de la main-d'œuvre annamite.....	87
--	----

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Messageries Maritimes. — Avis.....	88
------------------------------------	----

STATISTIQUES

Opérations de la Banque de l'Indo-Chine pendant l'exercice 1922-1923.....	88
Situation financière de la Banque de l'Indo-Chine, au 31 janvier 1925.....	88
Observations météorologiques du mois de décembre 1924.....	94

DIVERS

Annonces judiciaires.....	89
— commerciales et avis divers.....	90

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

LOI relative à l'amnistie.

(Du 3 janvier 1925.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 :

1° A toutes les infractions et contraventions en matière de réunions, d'élections, de conflits collectifs de travail et de manifestations sur la voie publique ;

2° A tous les délits et contraventions prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, à l'exception des infractions prévues par l'article 28 de ladite loi ;

3° A tous les délits et contraventions prévus par les lois des 11 juin 1887, 19 mars 1889, 30 mars 1902 (art. 44) et 20 avril 1910 ;

4° A toutes les infractions prévues par la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 ;

5° A toutes les infractions prévues par les lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904 ;

6° A toutes les infractions prévues par la loi du 9 décembre 1905 ;

7° Aux infractions aux dispositions du livre II du code du travail et de la prévoyance sociale, exception faite des infractions aux articles 60, 61 et 62 dudit livre. Toutefois, les mises en demeure signifiées en vertu du titre II (hygiène et sécurité des travailleurs) dudit livre sont maintenues ;

8° A tous les délits connexes aux infractions visées aux alinéas précédents ;

9° Aux infractions à l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, ainsi qu'aux infractions aux lois des 2 juin 1891 et 4 juin 1909 ;

10° A tous les délits et contraventions en matière forestière, de chasse, de pêche fluviale et maritime, à l'exception des délits

prévus par l'article 25 de la loi du 15 avril 1829; de grande et petite voirie, de police de roulage; aux contraventions de simple police, quel que soit le tribunal qui ait statué, à l'exception de celles prévues par l'article 15 de la loi du 31 mars 1922;

11° Aux délits et contraventions à la police des chemins de fer et tramways;

12° Aux infractions prévues par la loi du 3 juillet 1877 et la loi du 22 juillet 1909 sur les réquisitions;

13° A tous les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu contre des fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, à des peines disciplinaires.

Sont exceptés les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires pour manquement à la probité, à l'honneur ou aux règles essentielles imposées pour la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui.

La réintégration, si elle se produit, n'aura lieu toutefois, qu'après que les victimes de la guerre ayant droit aux emplois réservés en vertu de la loi du 30 janvier 1923 auront exercé, chaque trimestre, après inscription sur la liste de classement, leur droit de préférence;

14° Aux infractions commises en matière de contributions indirectes lorsque le montant de la transaction intervenue ou des condamnations passées en force de chose jugée ne dépasse pas cinq cents francs (500 fr.) ou lorsque pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction, ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités correctionnelles encourues n'aura pas été supérieur à douze cents francs (1.200 fr.), le tout, décimes non compris.

Ces sommes seront portées respectivement au double en matière d'alcool lorsque les contrevenants seront des récoltants tirant occasionnellement parti de leurs fruits;

15° Aux infractions commises en matière de douane, lorsque le montant des condamnations pécuniaires encourues ou de la transaction non définitive intervenue n'excède pas sept cent cinquante francs (750 fr.) et lorsqu'elles n'ont pas eu pour objet des marchandises originaires ou en provenance des pays ennemis.

L'amnistie ne s'étendra pas aux infractions poursuivies par la régie des contributions indirectes ou la douane, agissant comme parties jointes en cas d'infraction concomitante à un délit non amnistié et poursuivi par le ministère public.

Seront également sans effet, en matière de contributions indirectes et de douane, les articles 3 et 4 ci-après;

16° Aux infractions à la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves et à la loi du 30 décembre 1906 sur la vente au déballage;

17° Aux infractions à l'arrêté du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, aux lois du 21 germinal an XI et du 29 pluviôse an XIII, à l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1916, mais en tant seulement que ledit article concerne les substances classées dans le tableau C du décret du 14 septembre 1916;

18° Aux infractions aux articles 15, 16, 18, 21, 22, 23 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine, pourvu que, dans les cas prévus à l'article 16 et réprimés par l'article 18, il n'y ait pas eu récidive, et que dans ceux prévus à l'article 16-1^{er} et réprimés par l'article 18, il s'agisse d'aspirants ou d'aspirantes, aux différents diplômes visés à l'article 16-1^{er} régulièrement inscrits à un établissement d'enseignement supérieur;

19° A tous les délits et contraventions en matière de navigation maritime et fluviale et spécialement aux infractions aux dispositions des décrets, règlements et ordres des autorités maritimes pris en exécution de la loi du 2 juillet 1916 sur la police ma-

ritime et à l'article 60 du code disciplinaire et pénal du décret du 14 mars 1852, ainsi qu'aux ordonnances d'août 1669 sur les eaux et forêts, et de décembre 1672 relative à la navigation sur les fleuves et rivières, à l'arrêt du conseil d'Etat du 24 juin 1777 portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables, aux lois des 22 décembre 1789 et 8 janvier 1790, et au décret du 24 mars 1914 portant règlement de police sur les voies de navigation intérieure;

20° Aux condamnations prononcées pour défaut d'affichage des prix;

21° Aux infractions aux lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919, lorsque ces infractions auront été relevées soit contre des agriculteurs, soit contre des commerçants;

22° Aux faits d'appréhension frauduleuse ou de recel d'objets abandonnés dans les régions libérées, commis par des habitants desdites régions, même au préjudice des services de récupération civile ou militaire, toutes les fois qu'il y a eu condamnation, en vertu des articles 401 et 460 du code pénal, par les tribunaux correctionnels, soit à une simple amende, soit avec bénéfice du sursis.

Sont toutefois exclus du bénéfice du présent alinéa ceux qui auront été condamnés pour vol ou pour recel d'objets, matériaux, métaux provenant de sépulture de guerre, ou pour complicité de ces infractions, ou se seront rendus coupables de celles-ci et tous les titulaires de marchés passés avec l'Etat ou les établissements publics, à quelque titre que ce soit, notamment à titre de récupération ou de cession de produits;

23° Aux infractions prévues par la loi du 8 octobre 1919, relative à la création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce;

24° Aux infractions prévues par les articles 30 et 31, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux;

25° Aux infractions prévues par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907, lorsqu'elles ont été commises par des administrateurs de sociétés coopératives, agricoles, ouvrières, de production, de consommation ou d'habitations à bon marché, sous réserve des faits susceptibles d'entraîner l'application de l'article 405 du code pénal;

26° Aux infractions aux dispositions de la loi du 16 mars 1915, concernant les liqueurs similaires d'absinthe, à la condition que ces infractions soient antérieures au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie.

Ne sera pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit de boisson prohibée par l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, la réouverture, dans le délai de six mois de la promulgation de la présente loi, d'un établissement dont la fermeture a été ordonnée pour infraction à la loi du 16 mars 1915 concernant les liqueurs similaires d'absinthe commise antérieurement au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie;

27° Aux infractions prévues par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, mais sans que, dans ce dernier cas, l'amnistie puisse autoriser la réouverture du débit;

28° Aux infractions prévues par la loi du 19 juin 1918, relative à l'interdiction d'abatage des oliviers;

29° Aux condamnations prononcées contre les magistrats municipaux poursuivis en cette qualité, lorsque ces magistrats ne seront que des délinquants primaires et n'auront été frappés à l'occasion de délits que d'une peine d'amende.

Dans tous les cas visés à la présente loi où la condition de délinquant primaire sera imposée pour pouvoir bénéficier de

l'amnistie, devra être assimilé à un délinquant primaire celui dont le casier judiciaire n° 2 ne comportera que des infractions toutes amnistiées par la présente loi.

Art. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée :

1° Lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 155 (§ 1^{er}), 156 (§§ 1^{er} et 2), 161, 184, 211, sauf lorsqu'il y a eu port d'armes ; 212, 213, 222 à 225 inclus ; 230, 258 ; 309 (§§ 1^{er} et 2), 314, 319, 340, 402 (pourvu qu'il ne s'agisse que de cas de banqueroute simple), 445 du code pénal ;

2° Pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 78, 166 et 167, sous la réserve expresse que, dans ces trois derniers cas, il s'agira de faits appréciés par la cour de justice depuis 1914, ainsi que par les articles 196, 199, 200, 236, 249 à 252 inclus, 257, 259 (§ 1^{er}), 311 (§ 1^{er}) et l'alinéa 2 dudit article, lorsque la peine prononcée ne dépasse pas le maximum prévu par l'alinéa 1^{er} du même article ; 320, 337 à 339 inclus ; 443, 456, 458, 471 à 482 inclus du code pénal et 80 et 157 du code d'instruction criminelle.

Dans les cas prévus par les articles 319 et 320 du code pénal, l'amnistie ne pourra être accordée, en outre des conditions déjà précisées au présent article, qu'autant que les délits prévus par ces deux articles ne s'accompagneront pas du délit de fuite prévu par la loi du 17 juillet 1908.

Art. 3. — Sous réserve de ce qui a été dit à l'article 1^{er}, alinéa 15, ci-dessus, ou des exceptions prévues au présent article ou à l'article 5 ci-après, amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour toutes les infractions n'ayant donné lieu ou pouvant ne donner lieu qu'à l'application de peines correctionnelles et commises antérieurement au 12 novembre 1924 :

1° Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui auront appartenu, pendant au moins six mois, à l'une des unités réputées combattantes énumérées dans les instructions ministérielles prises pour l'application du décret du 28 octobre 1919, et dans les conditions spécifiées par ces instructions ; ou aux unités automobiles P. T. et T. M., aux armées ; ou aux unités réputées combattantes énumérées au décret du 24 janvier 1918, pris pour l'application de la loi du 10 août 1917 ; ou qui auront été blessés ou faits prisonniers de guerre avant d'avoir accompli leurs six mois de présence dans ces unités.

Sont également considérées comme unités combattantes les unités qui ont pris une part effective aux hostilités à l'armée du Levant, au Maroc, dans le Sud algérien et dans le Sud tunisien, ainsi que dans le Cameroun ;

2° Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui ne rentreront pas dans les cas prévus au paragraphe précédent, mais auront été cités à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou qui auront été ou seront, dans l'année de la promulgation de la présente loi, pensionnés à la suite de réforme prononcée pour blessure ou maladie contractée ou aggravée en service, ou encore pour troubles mentaux ;

3° Par les infirmières ayant appartenu pendant au moins six mois à des hôpitaux ou à des formations sanitaires de la zone des armées, ou qui sans aucune obligation de séjour dans la zone des armées, auront contracté une maladie ou auront été blessées en service ou auront été citées à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou auront obtenu la médaille des épidémies.

Sont toutefois exceptées du bénéfice des trois alinéas qui précèdent les infractions prévues par les articles 169 à 183 inclus, 317, 330 à 334 inclus, 345 à 357 inclus, 361 à 366 inclus, 381 à 386 inclus, 400, 401 ; 402 quand il s'agira de cas de banqueroute

frauduleuse ; 403 à 408 inclus, 430 à 433 inclus du code pénal, et par les lois suivantes : loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés et lois la complétant, loi du 27 mai 1885 sur le vagabondage spécial, loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires, lois du 12 février 1916 et du 16 octobre 1919 sur le trafic des monnaies et espèces nationales, loi du 20 octobre 1919 réprimant la fonte des monnaies d'or et d'argent, loi du 1^{er} juillet 1916 (art. 20) sur les bénéfices de guerre, loi du 20 août 1920 (art. 7) sur les fausses déclarations de dommages de guerre, loi du 1^{er} octobre 1917 (art. 10) sur la répression de l'ivresse, loi du 31 juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, loi du 12 février 1924 remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.

Art. 4. — Sous la réserve de ce qui a été dit à l'article 1^{er} alinéa 15 ci-dessus ou des exceptions prévues à l'article précédent et à l'article 5 ci-après, amnistie est accordée pour toutes les infractions commises avant le 12 novembre 1924 par tous ceux qui devant les tribunaux militaires, avant la promulgation de la présente loi, auront bénéficié, ou bénéficieront dans les six mois qui suivront la promulgation de celle-ci, d'un sursis à l'exécution de la peine par application des lois des 26 mars 1891, 28 juin 1904 et 27 avril 1916, ou dont la peine aura été suspendue par application des articles 150 du code de justice militaire pour l'armée de terre et 180 du code de justice militaire pour l'armée de mer.

Ne devra être considéré comme amnistié dans les cas prévus au présent article que le condamné dont le sursis n'aura pas été révoqué par une nouvelle condamnation devenue définitive avant la promulgation de la présente loi, ou dont la suspension de peine n'aura pas été révoquée avant la promulgation de la présente loi.

Art. 5. — En aucun cas, les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus ne s'appliqueront aux faits d'insoumission, de désertion à l'ennemi, de trahison, d'intelligence avec l'ennemi, d'espionnage prévus par les articles 204, alinéa 1^{er} ; 205, 206, 230, 238 du code de justice militaire pour l'armée de terre ; 262, alinéa 1^{er} ; 263, 264, 309, 316 du code de justice militaire pour l'armée de mer, et par la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage, ni aux faits de désertion qui font l'objet des dispositions spéciales des articles 9, 10, 11 ci-après.

Art. 6. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 12 novembre 1924 et prévues par les articles du code de justice militaire pour l'armée de terre ci-après : 211 à 216 inclus, 218, 219, 220, alinéas 2 et suivants ; 223, alinéa 2 ; 224, 225, alinéas 1^{er} et 2, à la condition que, dans le cas de l'alinéa 2, la rébellion ait eu lieu sans armes ; 244 à 246 inclus ; 248, sauf en ce qui concerne les comptables ; 254, 260, 266, 271.

Sont également amnistiées les infractions commises avant le 11 novembre 1920 et prévues par les articles ci-après du même code : 217 ; 220, alinéa 1^{er} ; 222 ; 223, alinéa 1^{er} ; 225, alinéa 2 et suivants ; 229, à la condition que les auteurs de ces infractions aient passé trois mois dans une unité combattante, aient été blessés, cités ou faits prisonniers, ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Art. 7. — Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions commises antérieurement au 12 novembre 1924 et prévues par les articles du code de justice militaire, pour l'armée de mer, ci-après : 274, 275 ; 277, alinéas 5 et suivants ; 278 ; 279, alinéas 2 et 3 ; 280, alinéas 2 et 3 ; 281 à 291 inclus ; 294, 295, 296 ; 297, alinéas 2 et suivants ; 300, alinéa 2 ; 302, 303 ; 304, alinéas 1^{er} et 2, à la condition que, dans le cas de l'alinéa 2, la rébellion ait eu lieu sans armes ; 325 à 328 inclus ; 331, sauf en ce qui con-

cerne les comptables ; 333, 339 à 342 inclus ; 343, alinéa 3 ; 344, 345, 352, 353, 359 ; 361, alinéas 2 et 3 ; 362, 363, 369.

Sont également amnistiées les infractions commises avant le 11 novembre 1920 et prévues par les articles ci-après du même code : 292, 293 ; 297, alinéa 1^{er} ; 299 ; 300, alinéa 1^{er} ; 304, alinéas 2 et suivants ; 308, à la condition que les auteurs de ces infractions aient passé trois mois dans une unité combattante, aient été blessés, cités ou faits prisonniers, ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Art. 8. — Sont amnistiés tous les faits d'insoumission et de désertion commis antérieurement au 1^{er} août 1914 par des Alsaciens et Lorrains qui avaient contracté un engagement dans les régiments étrangers et qui ont obtenu la nationalité française par application du traité de Versailles.

Amnistie pleine et entière est accordée pour les infractions prévues, en matière d'insoumission, par les articles 230 du code de justice militaire pour l'armée de terre, 309 du code de justice militaire pour l'armée de mer, à toutes les personnes qui, Françaises, en vertu de la loi française, étaient considérées comme Allemandes par le gouvernement allemand.

Art. 9. — Amnistie pleine et entière est accordée à tous les faits de désertion commis antérieurement au 11 novembre 1920, à l'exception de ceux prévus par les articles 238 et 241 (1^o et 2^o), du code de justice militaire pour l'armée de terre et 316 et 319 (1^o et 2^o), du code de justice militaire pour l'armée de mer, à la condition que les auteurs aient appartenu pendant trois mois aux unités combattantes, aient été blessés ou faits prisonniers, cités ou réformés dans les conditions prévues à l'article 3.

Sont également amnistiés, les faits d'évasion commis par des hommes prévenus de désertion, à la condition que la désertion originaire soit déjà amnistiée par le présent article.

Les déserteurs à l'étranger ne bénéficieront de l'amnistie prévue au présent article qu'autant que leur désertion se sera produite dans les pays de protectorat ou sur les territoires occupés par les armées alliées ou associées.

En aucun cas, les bénéficiaires des alinéas précédents ne pourront être inscrits sur les listes électorales avant le 1^{er} janvier 1934, à moins qu'ils n'aient purgé leur peine ou qu'ils n'aient été graciés avant la promulgation de la présente loi.

En aucun cas les délinquants qui étaient officiers au moment où ils ont déserté ne pourront bénéficier du présent article.

Art. 10. — Sont amnistiés, pour la période allant du 11 novembre 1920 au 9 juillet 1924, les faits de désertion à l'intérieur et les faits de désertion à l'étranger, dans les pays de protectorat et sur les territoires occupés par les armées alliées et associées, commis par les individus énumérés dans les articles 231 du code de justice militaire pour l'armée de terre et 300 du code de justice militaire pour l'armée de mer, lorsque la désertion a pris fin par l'arrestation avant le 9 juillet 1924 et que sa durée, en une ou plusieurs fois, n'a pas excédé un an.

Art. 11. — Sont également amnistiés les faits de désertion à l'intérieur et à l'étranger, visés à l'article précédent et sans qu'il y ait à faire état de la durée, en une ou plusieurs fois, de la désertion lorsque le délinquant s'est rendu volontairement, avant le 9 juillet 1924.

Art. 12. — Amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, à tous les faits de recel de déserteurs, antérieurs au 9 juillet 1924, pourvu qu'ils aient été commis par le conjoint ou par des parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 13. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 9 août 1924, tendant : 1^o à remettre en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1925 le

délai d'application des dispositions de l'article 16 de la loi du 29 avril 1921, et 2^o à permettre la réhabilitation des militaires passés par les armes dans les cas d'exécution sans jugement, est modifié ainsi qu'il suit :

« Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes les infractions aux codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer, commises, même par des non-militaires, antérieurement au 9 juillet 1924, à tous ceux qui, à cette dernière date, auront bénéficié, ou qui, dans l'année de la promulgation de la présente loi, bénéficieront, par décret de grâce, soit d'une remise totale de peine, soit de la remise de l'entier restant de la peine ».

Art. 14. — Dans les cas de condamnation à la destitution, à la privation du commandement ou à la réduction de grade ou de classe et dans celui où la condamnation prononcée a entraîné la perte du grade, le bénéfice de l'amnistie n'emporte pas la réintégration de plein droit.

Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, alinéa 13, ou au présent article, les effets de l'amnistie ne pourront, toutefois, en aucun cas, mettre obstacle au droit de recours contre les peines disciplinaires encourues.

Les militaires destitués, cassés ou rétrogradés de leur grade et morts pour la France avant d'avoir pu être réintégrés dans ce grade, bénéficieront, à titre posthume, de cette réintégration, qui n'entraînera par elle-même, aucun droit à pension ou à un supplément de pension.

Art. 15. — Les effets de l'amnistie ne peuvent, en aucun cas, mettre obstacle à l'action en revision devant toute juridiction compétente en vue de faire établir l'innocence du condamné.

Les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 9 août 1924, concernant la réhabilitation des militaires passés par les armes, sont applicables aux civils exécutés sans jugement pendant la durée des hostilités.

Art. 16. — L'alinéa 8 de l'article 20 de la loi du 29 avril 1921, modifié par l'article unique de la loi du 6 juillet 1923, est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Pendant deux années, à dater du 1^{er} janvier 1925, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation d'un recours contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les conseils de guerre et les cours martiales qu'il jugerait devoir être réformées dans l'intérêt de la loi et du condamné.

« Dans les cas prévus à l'alinéa précédent, le ministre de la justice pourra, dans les mêmes conditions, saisir la chambre des mises en accusation lorsqu'il en sera requis par le condamné ou ses ayants droit tels qu'ils sont précisés par le présent article.

« Dans le même délai, lorsque les recours en revision formés, soit par application de l'article 443 du code d'instruction criminelle, soit par application du présent article, pour les condamnations prononcées en temps de guerre par les cours martiales, les conseils de guerre spéciaux et les conseils de guerre, auront été rejetés soit par la chambre criminelle de la cour de cassation, soit par la chambre des mises en accusation, le garde des sceaux pourra, après avis du ministre de la guerre ou de la marine, déférer ces décisions, aux fins de nouvel examen, à la cour de cassation, toutes chambres réunies laquelle, sur réquisitions écrites et motivées du procureur général, statuera définitivement sur le fond comme juridiction de jugement investie d'un pouvoir souverain d'appréciation. »

Art. 17. — Les mineurs de moins de dix-huit ans envoyés dans une colonie pénitentiaire, à raison d'infractions, autres que des crimes, amnistiés par la présente loi et pour lesquelles ils

ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, seront libérés, sur l'ordre de l'autorité pénitentiaire, mais seulement sur la demande du père ou de la mère non déchu de la puissance paternelle, du tuteur responsable ayant effectivement la garde du mineur, ou d'une œuvre charitable.

Art. 18. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les délits et contraventions antérieurs au 9 juillet 1924, prévus par des lois françaises introduites dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, mais à la condition que ces lois punissent des délits et des contraventions non prévus par les lois locales et que ces infractions ne soient pas exclues de l'amnistie par les articles 1^{er} (§§ 14 et 15), 2 et 3 de la présente loi.

Art. 19. — Amnistie pleine et entière est accordée aux faits antérieurs au 9 juillet 1924 prévus par les dispositions des lois locales en vigueur dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, lorsque ces dispositions correspondent à des faits ou infractions amnistiés par la présente loi.

Art. 20. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants qui, antérieurement au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçants qui, pour des faits antérieurs au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura, dans les délais fixés par les articles 438 et 439 du code de commerce, fait la déclaration prévue par l'article 586, 4^o du même code et qu'en cas de liquidation judiciaire, la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'article 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas les droits des créanciers seront expressément réservés.

Art. 21. — Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la juridiction civile, si elle était du ressort de la cour d'assises, ou si la juridiction criminelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

Art. 22. — L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts, ni aux sommes dues en vertu des transactions souscrites par les contrevenants.

Art. 23. — En cas de condamnation pour infractions multiples, le condamné est amnistié, si l'infraction amnistiée par la présente loi comporte la peine la plus forte ou en tout cas une peine égale à la peine prévue pour les autres infractions poursuivies, lors même que les juges, après avoir accordé les circonstances atténuantes pour cette infraction, auraient emprunté la répression à un article prévoyant une peine inférieure. Par exception aux dispositions ci-dessus, le bénéfice de l'amnistie ne sera pas acquis lorsqu'en cas d'inculpations multiples ou d'inculpations de délits connexes avec ceux amnistiés, l'une des infractions non amnistiées rentrera dans la catégorie des infractions exclues par les articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 24. — Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire de rappeler ou de laisser subsister dans un dossier ou autre document quelconque, et sous quelque forme que ce soit, les condamnations et les peines disciplinaires effacées par l'amnistie ou par la grâce amnistiante.

L'interdiction prévue à l'alinéa qui précède ne concerne ni l'application de la disposition supprimant le droit de vote prévue à l'article 9 ci-dessus, ni les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes.

Art. 25. — La présente loi est également applicable, et sans autre promulgation par l'autorité locale, à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat ou de mandat, et à toutes condamnations prononcées par une juridiction française quelconque, quel que soit le territoire pour lequel elle ait compétence.

Art. 26. — Sont exceptés des dispositions de la présente loi les sujets des nations ayant été en guerre avec la France, sauf ceux qui auront contracté pendant la guerre un engagement dans les armées françaises ou alliées et auront combattu sous leurs drapeaux, à la condition qu'ils soient restés au moins six mois dans les unités combattantes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 3 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*
EDOUARD HERRIOT.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice,*
RENÉ RENOULT.

Le Ministre de la guerre,
GAL NOLLET.

Le Ministre de la Marine,
JACQUES-LOUIS DUMESNIL.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION nommant une Commission à l'effet d'établir le plan de campagne de travaux extraordinaires à exécuter pour l'assainissement de la Ville de Papeete.

(Du 13 février 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Considérant que les travaux d'assainissement de la Ville de Papeete figurent au programme d'ensemble dressé par l'Administration locale et approuvé par le Département des Colonies;

Considérant que ces travaux devant être entrepris sur plusieurs années, il convient d'établir, dès maintenant, un plan de campagne fixant l'ordre d'urgence, les délais d'exécution et les moyens financiers appropriés;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une Commission est nommée à l'effet d'établir le plan de campagne et l'ordre d'urgence des travaux extraordinaires à exécuter en vue de l'assainissement de la Ville de Papeete.

Art. 2. — La Commission est composée comme suit :

MM. le Gouverneur, *Président* ;
le Secrétaire Général, *Vice-Président* ;
le Maire de la Ville de Papeete ;
le Chef du Service de Santé ;
un Membre du Conseil d'Administration désigné par le Gouverneur ;
un Conseiller municipal désigné par le Maire de Papeete ;

le Chef du Service des Travaux publics de la Colonie;
le Chef du Service des Travaux Municipaux;
le Chef du Service d'Hygiène et de Prophylaxie;
un Conducteur des Travaux publics de la Colonie, *Membres.*

Le Conducteur des Travaux publics remplira, auprès de la Commission les fonctions de *Secrétaire*; il sera également chargé de la conservation des archives, plans et devis et d'une façon générale de tous documents concernant les travaux envisagés.

Art. 3. — La Commission se réunira sur convocation de son Président; elle pourra désigner, dans son sein, une sous-commission chargée d'étudier et de contrôler les détails d'exécution et d'en référer à la Commission plénière chaque fois qu'il paraîtra nécessaire.

Art. 4. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 février 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

ARRÊTÉ autorisant la création et le fonctionnement du "Cercle de Commerce Chinois", dans la Ville de Papeete.

(Du 19 février 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la demande formulée par M. Chin Chin en vue d'obtenir l'autorisation d'ouvrir à Papeete un cercle de commerçants chinois et soumettant les statuts de ce cercle à l'approbation du Chef de la Colonie;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article. 1^{er}. — Sont autorisés la création et le fonctionnement du "Cercle de Commerce Chinois" dans la Ville de Papeete.

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

Le Secrétaire Général,

SOLARI.

STATUTS DU "CERCLE DE COMMERCE CHINOIS"

Article 1^{er}. — Il est fondé à Papeete, Chef-lieu des Etablissements français de l'Océanie, un cercle qui prend le nom de *Cercle de Commerce Chinois*.

Article 2. — Ce Cercle a pour but de resserrer les liens d'amitié entre ses membres, d'élever l'honneur du commerce chinois et de créer une bibliothèque d'ouvrages relatifs à la propagation du sentiment humanitaire, du commerce et de l'industrie de diverses parties du Monde.

Article 3. — Tout commerçant chinois résidant dans la Colonie,

depuis au moins trois mois, peut, sans distinction de groupement, faire partie du Cercle, s'il jouit d'une honorabilité incontestable.

Article 4. — Le Cercle est administré par un comité composé d'un Président, d'un Vice-Président, de deux Commissaires et d'un Secrétaire-Trésorier.

Article 5. — Les membres du comité, dont les fonctions sont gratuites, sont nommés, pour un an, par les membres du Cercle réunis en assemblée générale, et sont rééligibles.

Art. 6. — Les membres sont tenus de verser une mise d'entrée de deux cents francs et, en outre, une cotisation mensuelle de cinq francs destinée à faire face aux dépenses ordinaires du Cercle.

Article 7. — Tout membre qui voudra cesser de faire partie du Cercle devra, par lettre, adresser sa démission au Président.

Article 8. — Le comité d'administration a, dans ses attributions, la direction et la surveillance du Cercle, ainsi que la nomination du personnel employé dans cet établissement.

Il veille à l'observation des règlements intérieurs et prend ou propose toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour assurer le bon ordre et le fonctionnement régulier du service.

Il adresse, lorsqu'il le juge convenable, des cartes d'invitation aux autorités de la Ville, aux personnes de passage dans la Colonie.

Il convoque les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des membres.

Article 9. — Le Cercle sera ouvert tous les jours de sept heures du matin à onze heures du soir. Les jeux de hasard y sont formellement interdits, de même que les discussions politiques et religieuses. Toute personne ne faisant pas partie du Cercle ne pourra s'y présenter qu'accompagnée d'un membre du Cercle.

Article 10. — La buvette du Cercle est confiée à un gérant qui doit également veiller au service intérieur, à la propreté et à l'entretien du matériel ou mobilier.

Article 11. — L'exclusion peut être prononcée, par le comité d'administration, contre tout membre dont la conduite est notoirement scandaleuse. Aucun remboursement ne sera fait aux membres démissionnaires ou exclus de ce qu'ils auront versé au Cercle.

Fait à Papeete, le dix février mil neuf cent vingt-cinq.

Les Fondateurs et Membres du Comité :

CHIN Foo, N° 822, Banquier;

CHIN SIN, N° 1477, Directeur de la Maison Wa Hing Co;

LEE SANG, N° 849, Commerçant;

LIU CHIN, N° 2225, Commerçant;

CHUNG CHANG MIN, N° 3869, Commerçant.

ARRÊTÉ accordant un délai à M. Lucien, Pascal, Sigogne, pour l'accomplissement des formalités relatives à une demande de permis de recherches dans l'île Rapa.

(Du 19 février 1925.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret minier du 17 octobre 1917, modifié par celui du 23 février 1918, et notamment les articles 20 et 21 du premier de ces actes;

Vu la requête de M. Lucien, Pascal, Sigogne, en date du 4 février 1925, tendant à obtenir un délai pour l'implantation du poteau signal, indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de

sa demande de permis de recherches dans l'île Rapa, enregistrée sous le n° 34;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux publics et des Mines;

Le Conseil d'Administration entendu.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est accordé à M. Lucien, Pascal, Sigogne, un délai expirant le 4 octobre 1925, pour l'implantation du poteau signal indiquant l'emplacement du terrain faisant l'objet de sa demande de permis de recherches pour les minéraux de la catégorie "d" dans l'île Rapa.

Art. 2. — Le Chef du Service des Travaux publics et des Mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 février 1925.

RIVET.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du Service des Travaux
publics et des Mines,*

G. HAYEM.

EXTRAITS

Par décision du Gouverneur, n° 97, en date du 13 février 1925, M. Boulard (M. L.), Rédacteur principal de 1^{re} classe à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies, est désigné pour remplir les fonctions d'Administrateur aux Iles-Sous-le-Vent.

Par décision du Gouverneur, n° 99, en date du 18 février 1925, une Commission composée de :

MM. le Secrétaire Général, *Président* ;

le Président de la Chambre de Commerce ;

Gallien, Chef du Bureau des Finances ;

Eymeric, Directeur de l'Ecole Centrale ;

Buillard, Commis principal du Secrétariat Général, se réunira le 20 février 1925 à 9 heures 1/2 au cabinet du Secrétaire Général à l'effet de soumettre des propositions en vue de procéder à la répartition des allocations scolaires pour l'année 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 103, en date du 20 février 1925, un passage par anticipation « dit de retour » en première classe est accordé à M. Raoul Cornette de Saint-Cyr, fils du Chef du Service Judiciaire, qui prendra passage à bord d'un paquebot de l'Union Steam Ship Co devant quitter Papeete, à destination de San Francisco, en mars 1925.

Par arrêté du Gouverneur, n° 104, en date du 20 février 1925, dispense de la production de son acte de naissance est accordée au sieur Tumatahi a Avae, né à Moera (Ile Rurutu), en 1895, fils de Pueu a Avae et de Inariura a Poareu, à l'effet de contracter mariage avec la Demoiselle Mataitapua a Manate.

Par arrêté du Gouverneur, n° 105, en date du 20 février 1925, dispense de production de son acte de naissance est accordée au sieur Tuavira a Toatiti, né au district de Hauti (Ile Rurutu), en 1881, fils de Maere a Toatiti et de Maraearo Vahine, à l'effet de contracter mariage avec la Dame Teupooroa a Moorira.

Par décision du Gouverneur, n° 106, en date du 23 février 1925, l'Agent spécial de Tubuai est chargé des fonctions de Secrétaire d'Etat civil à partir du jour de la notification de la présente décision en remplacement de l'institutrice auxiliaire Fernande Viriamu ; il percevra l'indemnité allouée à cet effet.

Par décision du Gouverneur, n° 108, en date du 25 février 1925, la démission de ses fonctions d'Institutrice stagiaire offerte par M^{me} V^{ve} Adams est acceptée à compter du 1^{er} février 1925.

Par décision du Gouverneur, n° 109, en date du 26 février 1925, sont nommées au Parquet, pour compter du 1^{er} mars 1925 :

Mademoiselle Dupond (Eugénie), Secrétaire-expéditionnaire hors classe.

Mademoiselle Vidal (Rose), Secrétaire-expéditionnaire de deuxième classe.

Archipels.

Par décision du Gouverneur, n° 14, en date du 17 février 1925, le sieur Timai a Ohu, mutoi courrier d'Iripau (Tahaa) est révoqué de ses fonctions pour négligences répétées dans son service.

Le sieur Teata a Rapae est nommé mutoi courrier piéton au district d'Iripau en remplacement de Timai a Ohu révoqué.

Par décision du Gouverneur, n° 15, en date du 20 février 1925, le sieur Maoipokea Raurene, détaché sur les lieux de plonge à Marutea du Sud, en qualité d'agent de police, est, pour négligences graves, révoqué de ses fonctions d'agent de police, de gardien de résidence et de gardien de prison aux Gambier, pour compter du premier novembre 1924, date à laquelle il a cessé son service à Rikitea.

Par décision du Gouverneur, n° 16, en date du 23 février 1925, Monsieur Voirin René, est nommé Moniteur à l'école d'Hauti, pour compter du jour de sa prise de service.

Par décision du Gouverneur, n° 17, en date du 23 février 1925, Madame Collombat Henriette, est nommée Monitrice à l'école de Moera pour compter du jour de sa prise de service.

Errata au Journal officiel de la Colonie du 16 février 1925.

Arrêté réglementant la circulation des automobiles :

Page 68. — Art. 8. — AU LIEU DE : « en cas de besoin, en particulier, etc. »

LIRE : « en cas de besoin et *obligatoirement* au moment, etc. »

Art. 9. — LIRE : « le croisement se fait à droite et le *dépassement* à gauche ».

Page 69. — Art. 17, § 2. — LIRE : « Si l'infraction est relative à l'art 5 ».

AVIS OFFICIELS

AVIS

L'Administration a l'honneur d'informer les personnes qui se sont fait inscrire pour obtenir de la main-d'œuvre annamite que le premier convoi, actuellement en forma-

tion, parviendra dans la Colonie dans la deuxième quinzaine d'Avril prochain.

Les intéressés sont priés de prendre, dès maintenant, leurs dispositions en vue de recevoir, aussitôt après leur débarquement et leur immatriculation, les engagés qui leur sont destinés.

Quant aux modalités de paiement des frais d'importation, les futurs employeurs voudront bien régler d'urgence cette question avec le Président de la Chambre d'Agriculture, Président du Comité de la main-d'œuvre, qui leur fournira toutes les indications utiles arrêtées d'accord entre lui, M. le Directeur de la Succursale de la Banque de l'Indo-Chine et l'Administration locale.

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES.

AVIS

Les départs de Marseille pour l'année 1925 auront lieu aux dates suivantes :

EL-KANTARA.....	10 mars 1925
LOUQSOR.....	5 mai —
ANDROMÈDE.....	7 juillet —
ANTINOUS.....	8 sept. —
EL-KANTARA.....	10 nov. —
LOUQSOR.....	12 janv. 1926

Extrait du rapport au Président de la République sur les opérations des Banques coloniales pendant l'exercice 1922-1923.

(Dépêche ministérielle n° 134, du 12 janvier 1925.)

BANQUE DE L'INDO-CHINE.

OPÉRATIONS D'ESCOMPTE, PRÊTS ET EFFETS A L'ENCAISSEMENT.

Les opérations de cette catégorie se sont élevées pendant l'exercice 1923 :

Succursale de Papeete	50.770.958 »
<i>Escomptes et effets à l'encaissement.</i>	
Papeete.....	13.135.380 »
<i>Avances diverses.</i>	
Papeete	37.635.576 »
<i>OPÉRATIONS DE CHANGE.</i>	
Papeete	41.971.891 »

Succursale de Papeete.

Émissions.....	19.671.125 »
Remises.....	22.300.766 »
<i>Remises sur l'Europe.</i>	
Papeete	15.509.619 »
<i>Remises sur diverses places.</i>	
Papeete.....	6.791.147 »
<i>Emissions sur l'Europe.</i>	
Papeete.....	8.662.668 »
<i>Emissions sur diverses places.</i>	
Papeete.....	11.008.457 »
<i>OPÉRATIONS DE DÉPÔT.</i>	
Papeete	2.092.415 55
<i>MOUVEMENT DES CAISSES.</i>	
Papeete.....	2.168.044 05
Entré pendant l'exercice :	
Papeete.....	3.534.038 85
Sorti pendant l'exercice :	
Papeete.....	2.201.253 45
Existant au 31 décembre 1923 :	
Papeete.....	3.500.829 45
<i>Circulation des billets.</i>	
En circulation au 31 décembre 1922 :	
Papeete.....	7.866.540 »
Entré en circulation pendant l'exercice :	
Papeete.....	14.713.825 »
Sorti de la circulation pendant l'exercice :	
Papeete.....	9.737.985 »
En circulation au 31 décembre 1923 :	
Papeete.....	12.842.380 »

BANQUE DE L'INDO-CHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

Situation au 31 janvier 1925.

ACTIF

Numéraire en caisse.....	1.387.509 50
Dépôt au Trésor à Paris en garantie de la circulation.....	4.529.667 »
Portefeuille et avances diverses.....	13.053.881 41
Administration centrale et correspondants.....	9.878.823 89
Comptes d'ordre et divers.....	2.882.857 »
	<u>31.732.738 80</u>

PASSIF

Billets de banque au porteur en circulation.....	19.233.065 »
Comptes courants et de dépôts.....	2.845.457 62
Effets à payer.....	56.800 50
Comptes d'encaissement.....	1.743.177 91
Administration centrale et correspondants.....	4.461.632 75
Comptes d'ordre et divers.....	3.392.605 02
	<u>31.732.738 80</u>

Papeete, le 31 janvier 1925.

Le Directeur,
G. DUCHATEAU.

ANNONCES JUDICIAIRES

Insertion faite en exécution de l'article 32 du décret
du 28 novembre 1866.

Le Greffier des Tribunaux de Papeete (île Tahiti) informe M. ANDRÉ DANÈS, sans domicile ni résidence connus, que M. le Président a fixé au 12 mars 1925, à 8 heures, l'audience à laquelle sera appelé le procès pendant entre lui et M. Pan Chin dit Aramu, au sujet de l'appel d'un jugement du Tribunal de Commerce en date du 4 novembre 1924.

En conséquence, M. André Danès est invité à fournir ses moyens dans les délais de la loi, et à se présenter à l'audience aux jour et heure indiqués, s'il ne veut se voir juger par défaut.

Le Greffier,
G. DUBOUCH.

Étude de M^e THURET, Notaire à Papeete.

VENTE par adjudication volontaire

L'an mil neuf cent vingt-cinq, le lundi seize mars, à neuf heures du matin.

En l'Étude de M^e THURET, Notaire à Papeete, rue de la Glacière,

Il sera procédé à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'une propriété sise à Papeete, rue de la Mission, consistant en :

1^o Une parcelle de la terre "ATEIVI", sise à Papeete, rue de la Mission, d'une superficie d'environ sept cent vingt mètres carrés, bornée au Nord par une propriété Tenahe, au Sud par la rue de la Mission où elle mesure trente-six mètres, à l'Est par la propriété de M. Edouard Butteaud, où elle mesure dix-sept mètres et à l'Ouest par celle de M. Ernest Chéry-Dubourg-nieux dit Butteaud, où elle mesure vingt-trois mètres ;

2^o Les constructions édifiées sur cette parcelle de terre consistant notamment en :

Une grande maison d'habitation

avec trois galeries, construite en bois et couverte en tôles cannelées, de construction déjà ancienne, mais bien entretenue, composée de six grandes pièces et deux cabinets, le tout plafonné.

Une cuisine précédée d'une galerie est attenante à la maison.

Dans la cour, à quelques mètres de la maison, se trouve une construction en bois, également couverte en tôles, élevée sur béton et servant de salle de bains.

La propriété est fermée du côté de la rue par une grille en fer fixée sur un mur en maçonnerie avec portail à deux battants.

Mise à prix.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix
de : Quarante mille francs, ci. 40.000 fr.

Le prix sera payable dans les vingt-quatre heures et il ne pourra être fait de surenchère.

S'adresser pour renseignements à M^e THURET, Notaire, rue de la Glacière.

Étude de M^e E. THURET, Notaire à Papeete.

VENTE

PAR ADJUDICATION VOLONTAIRE.

Le **Mercredi 8 avril 1925**, à 9 heures du matin, en l'étude de M^e THURET, Notaire à Papeete.

Il sera procédé à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des immeubles ci-après situés à Uturoa, île Raia-tea :

1^{er} Lot.

Une parcelle de la terre ATITAUTU 2, dite aussi Tonoi, d'une superficie de trente-sept ares soixante-six centiares en plaine et un hectare cinquante et un centiares en montagne, bornée ducôté de la mer par la mer, du côté de l'intérieur par les terres Hopo, Tonoi et Teovaru, du côté du district de Tevaitoa par le deuxième lot ci-après, et du côté du district d'Avera par une autre parcelle de la terre Atitautu 2 formant le lot de ville n^o 28 et par une parcelle de la terre Atitautu 1 appartenant à M. Petis.

Il y existe environ 45 cocotiers en rapport, des bananiers et autres arbres fruitiers.

2^{me} Lot.

Une autre parcelle de la terre ATITAUTU 2, bornée du côté de la mer par la route de ceinture bordant la mer où elle mesure 39 mètres ; du côté de l'intérieur par la crête de la montagne où elle mesure environ 30 mètres ; du côté du district de Tevaitoa par le surplus de la terre Atitautu 2 appartenant aux époux Dehors, où elle mesure environ 185 mètres et du côté du district d'Avera par la parcelle de la terre Atitautu 2 formant le premier lot ci-dessus, sur laquelle elle mesure environ 205 mètres. Il y existe environ 180 jeunes cocotiers sur le point de rapporter, une plantation de bananiers et des arbres à pain.

Et les constructions y édifiées, consistant en une maison d'habitation somptueuse, construite en bois et tôle, mesurant treize mètres de longueur sur treize mètres de largeur, y compris les galeries dont celle de devant, affectant en son milieu la forme d'une rotonde, est entièrement vitrée ;

Cette maison, composée de trois pièces, est suivie d'une autre construction comprenant salle à manger et cuisine.

Jardin d'agrément sur le devant.

Mise à prix :

1^{er} LOT. — Sept mille cinq cents francs, ci. 7.500 fr.

2^{me} LOT. — Vingt-sept mille cinq cents francs, ci. 27.500 fr.

Les vendeurs se réservent la faculté, après l'adjudication prononcée, de réunir les deux lots en un seul et de remettre aussitôt le tout en adjudication sur la mise à prix formée par le total des deux prix d'adjudication partielle.

Le prix d'adjudication sera payé comptant dans les vingt-quatre heures de l'adjudication.

Il ne sera pas admis de surenchère.

Pour tous renseignements s'adresser à M^e THURET, Notaire.

ANNONCES DIVERSES

AVIS

La COMPAGNIE NAVALE DE L'Océanie a l'honneur de porter à la connaissance des intéressés que, par acte sous seings privés en date du 3 janvier 1925, enregistré à Papeete le 16 février 1925, elle a été nommée Agent Commissaire d'avaries des Assureurs Maritimes de Bordeaux pour le port de Papeete et ses environs, et reçu à cet effet le pouvoir du Comité des Assureurs Maritimes de Bordeaux.

“SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DES ILES
SOUS-LE-VENT”

Avis de convocation.

MM. les Actionnaires anciens et nouveaux de la “Société de Transport des Iles-Sous-le-Vent” sont invités à se réunir en Assemblée Générale extraordinaire, le 19 mars 1925, à 9 heures du matin, au siège de l'Association Philanthropique, rue des Beaux-Arts, à Papeete.

ORDRE DU JOUR:

- Vérification de la déclaration de souscription.
- Modification de l'article 6 des statuts.
- Nomination des administrateurs.

Le Conseil d'Administration.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX RÉDUIT, broché : 5 francs.

CALENDRIER POUR 1925

PRIX : En feuille : 50 centimes.

SÉMAPHORE DE PAPEETE

PRIX : En feuille : 50 centimes.

Conditions de vente du “Journal officiel” au numéro.

Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	1 fr
De 17 à 24 pages.....	1 50
De 25 à 32 pages.....	2 »
De 33 à 40 pages.....	2 50
De 41 à 48 pages.....	3 »

Il est fait exception pour les suppléments contenant des revendications de propriété, lesquels sont vendus 0 fr. 50 par feuillet de 2 pages.

SERVICE DE SANTE

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE DÉCEMBRE 1924.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 36".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	21.1	30.9	28.1	28.8	69	68	758.9	756.6	N-O	N-E	1	8	"	
2	21.9	30.9	29.7	28.9	60	66	758.5	756.2	N-E	N	1	8	"	
3	22.2	31.2	28.9	28.7	71	74	757.9	756.0	S	S	7	10	"	
4	22.2	30.8	28.3	26.8	75	80	757.6	755.1	N-O	S	1	10	"	
5	22.5	32.1	27.1	29.2	77	63	756.4	754.8	N-E	N-E	10	7	0.6	
6	21.8	30.8	27.0	28.7	76	59	756.2	754.1	N-E	N	9	7	"	
7	21.0	31.0	28.0	28.0	70	69	755.8	752.8	N-O	N-E	10	10	"	
8	23.5	26.3	24.1	24.0	88	93	756.8	754.1	N-O	N	10	10	77.1	
9	22.2	26.0	24.3	23.9	88	93	756.5	755.3	N-E	S-E	10	10	129.7	
10	22.5	25.3	22.8	24.0	93	93	756.6	753.7	E	S	10	10	37.3	
11	23.0	26.2	24.9	24.6	93	95	753.5	751.3	S-O	S-O	10	8	135.4	
12	23.0	30.0	28.0	27.9	72	65	752.6	751.3	S-O	S-O	9	9	gouttes	
13	22.5	30.7	26.4	28.2	81	75	753.9	752.6	N-E	S-O	3	9	2.7	
14	22.9	30.9	23.4	25.9	96	79	754.9	754.2	N-E	N-E	10	10	13.7	
15	21.9	30.1	25.3	27.8	87	70	755.8	754.3	N-E	S-O	10	10	3.2	
16	21.3	30.1	26.1	27.6	76	72	757.0	755.7	N	N-O	9	9	"	
17	23.0	30.0	26.6	26.1	72	75	758.0	756.5	N-E	S	9	10	"	
18	22.0	29.8	24.0	27.2	92	71	758.9	756.8	N-E	N-E	10	9	6.9	
19	22.0	29.0	27.0	26.5	71	78	757.8	756.2	N	N-E	9	10	"	
20	20.9	28.1	24.1	26.9	90	71	756.9	755.6	N-E	N	10	10	3.5	
21	21.9	30.1	27.1	27.0	76	83	758.3	756.9	N-E	S	3	9	14.7	
22	21.0	31.0	27.7	28.0	72	74	759.3	757.2	N-E	N-O	1	9	"	
23	20.9	30.1	27.9	26.7	70	74	758.4	755.5	N	O	0	10	gouttes	Rosée.
24	21.8	30.0	27.8	28.2	72	72	757.2	755.5	N	N	6	2	3.0	
25	22.5	31.1	27.3	28.3	73	68	758.0	755.7	N-E	N-E	4	7	"	
26	21.2	31.8	28.3	28.0	69	70	759.0	757.8	N-E	N-E	1	10	"	
27	23.8	30.2	25.0	27.5	92	79	760.0	758.5	N-E	N-E	10	10	16.8	
28	22.5	28.1	23.5	25.5	90	90	759.4	757.8	N-E	N-E	10	10	44.1	
29	20.2	25.2	21.9	23.0	93	98	758.3	756.3	N-E	O	10	10	112.1	
30	22.0	26.0	22.5	24.5	96	85	758.8	755.8	O	N-O	10	10	106.8	
31	20.9	29.3	26.0	26.5	75	78	757.9	756.7	N-E	N-E	7	10	33.3	A Papeari : Pluie totale, 428 m/m. 9.
Moyenne	22.0	29.4	26.1	27.2	76	72	757.2	755.4	Pluie totale.				740 m/m 9	17 jours de pluie.

Le Pharmacien Major de 1^{re} classe,
LIOT.Vu :
Le Chef du Service de Santé,
D^r FOULIQUEN.

SERVICE POSTAL

Marche présumée des Paquebots de l' "Union Steam Ship Company".

"UNION ROYAL MAIL LINE" VIA SAN FRANCISCO.

LIGNE SYDNEY — WELLINGTON — PAPEETE — SAN FRANCISCO,
ET VICE VERSA.

ANNÉE 1924-1925

ALLER.

	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAKURA	TAHITI	MAKURA	TAHITI	MAKURA
Sydney..... <i>Départ.</i>	1924 4 déc.	1924 31 déc.	1925 ... janv.	1925 26 fév.	1925 26 mars	1925 23 avril	1925 21 mai	1925 18 juin	1925 16 juillet	1925 13 août
Wellington.... <i>Arrivée</i>	8 —	1925 5 janv.	...	2 mars	30 —	27 —	25 —	22 —	20 —	17 —
id. <i>Départ.</i>	9 —	6 —	...	3 —	31 —	28 —	26 —	23 —	21 —	18 —
Rarotonga.... <i>Départ.</i>	13 —	10 —	...	7 —	4 avril	2 mai	30 —	27 —	25 —	22 —
Papeete..... <i>Départ.</i>	15 —	12 —	...	9 —	6 —	4 —	1 ^{er} juin	29 —	27 —	24 —
San Francisco. <i>Arrivée</i>	26 —	23 —	20 fév.	20 —	17 —	15 —	12 —	10 juillet	7 août	4 sept.

RETOUR.

	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAUNGA- NUI	TAHITI	MAKURA	TAHITI	MAKURA	TAHITI	MAKURA
San Francisco. <i>Départ.</i>	1924 31 déc.	1925 28 janv.	1925 25 fév.	1925 25 mars	1925 22 avril	1925 20 mai	1925 17 juin	1925 15 juil.	1925 12 août	1925 9 sept.
Papeete..... <i>Départ.</i>	1925 10 janv.	7 fév.	7 mars	4 avril	2 mai	30 —	27 —	25 —	22 —	19 —
Rarotonga.... <i>Départ.</i>	13 —	10 —	10 —	7 —	5 —	2 juin	30 —	28 —	25 —	22 —
Wellington... <i>Arrivée</i>	19 —	16 —	16 —	13 —	11 —	8 —	6 juil.	3 août	31 —	28 —
id. <i>Départ.</i>	Transborde- ment par Marama de Wellington à Sydney.	17 —	17 —	14 —	12 —	9 —	7 —	4 —	1 ^{er} sept.	29 —
Sydney..... <i>Arrivée</i>		21 —	21 —	18 —	16 —	13 —	11 —	8 —	5 —	3 oct.